

ADMINISTRATION

ADMINISTRATION CENTRALE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ
ET DES DROITS DES FEMMES

Arrêté du 15 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2014 portant désignation des représentants du personnel au comité technique d'administration centrale unique institué dans les départements ministériels relevant des ministres chargés des affaires sociales, de la santé, des droits des femmes, de la jeunesse et des sports

NOR : AFSR1530924A

La ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes et le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu le décret n° 2014-1228 du 22 octobre 2014 relatif à certains comités techniques institués au sein des départements ministériels relevant des ministres chargés des affaires sociales, de la santé, des droits des femmes, du travail, de l'emploi, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2014 portant création et composition du comité technique d'administration centrale unique institué dans les départements ministériels relevant des ministres chargés des affaires sociales, de la santé, des droits des femmes, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2014 portant désignation des représentants du personnel au comité technique d'administration centrale unique institué dans les départements ministériels relevant des ministres chargés des affaires sociales, de la santé, des droits des femmes, de la jeunesse et des sports,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Dans la liste des membres titulaires siégeant au titre du syndicat CGT, mentionnée à l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 décembre 2014 susvisé, les mots : « M. Olivier ROCHE, direction générale de la cohésion sociale » sont remplacés par les mots : « M. Jean-Luc ESCHEMANN, direction générale de l'offre de soins ».

Article 2

Dans la liste des membres suppléants siégeant au titre du syndicat CGT, mentionnée à l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 décembre 2014 susvisé, les mots : « M. Jean-Luc ESCHEMANN, direction générale de l'offre de soins » sont remplacés par les mots : « M. Robert GUTIERREZ, délégation à l'information et à la communication ».

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes et au *Bulletin officiel* du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports.

Fait le 15 décembre 2015.

Pour les ministres et par délégation :
*La sous-directrice du pilotage
des ressources, du dialogue social
et du droit des personnels,*
M.-F. LEMAÎTRE